SEANCE DU 26 JUIN 2025

L'An deux mil vingt-cinq le 26 juin à 20 heures

Le Conseil Municipal de CHAUVIGNÉ, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de Chauvigné en séance publique sous la présidence de :

Mr Henri RAULT, Maire de Chauvigné,

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 12

Etaient présents : 9

H. Rault, A. Coudray, P. Souchu, V. Elshout, T. Fretay, S. Servais, J. Hodouin
E. Chevalier, C. Duchêne,

Etaient absents : 3

M. Gazengel, S. Battais, J. Brézel,

Etaient excusés : 1

J. Brézel,

Madame Servais a été élue secrétaire de séance

Date de convocation : 19 juin 2025

Date d'affichage : 19 juin 2025

Le Maire soumet à l'approbation des membres du conseil municipal, le compte rendu de la réunion du 22 mai 2025. Aucune remarque n'étant formulée, le compte rendu du conseil en date du 22 mai 2025 est entériné à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

- Tarifs cantine-garderie année scolaire 2025/2026
- Tarifs municipaux 2026 : locations, concessions cimetière, redevance assainissement
- Délibération sur la répartition des sièges communautaires en 2026
- Devis prestation diagnostics TPE logements communaux
- Devis acquisition tables et chaises pour nouvelle cantine
- Devis Labocéa pour élaboration du RPQS 2025
- Personnel périscolaire : proposition stagiairisation et CDD, agents territoriaux
- Complémentaire santé au 1^{er} janvier 2026 : délibération suite à l'avis du Comité Social Territorial
- Questions diverses

Délibération n° 2025-06-01

TARIFS CANTINE GARDERIE ANNEE SCOLAIRE 2025-2026

Le conseil municipal révisé les tarifs garderie et cantine pour l'année scolaire 2025-2026.

CANTINE :

TARIF enfant : 3,80 € - Tarif à partir du 3^{ème} enfant : 3.20 €

TARIF Adulte : 6.00 €

GARDERIE :

Matin : de 7h00 à 8h30 : 0.65 € la **demi-heure**

Soir : de 16h30 à 19h00 : 0.65 € la **demi-heure**

Pénalités de 4.00 € du quart d'heure au-delà de 19h00

TARIFS MUNICIPAUX 2026

Le conseil municipal révisé les tarifs municipaux à appliquer au 1^{er} janvier 2026

Délibération n°2025-06-02 - Locations 2026

Le conseil municipal révisé les tarifs location salle des fêtes, jardins et préau, à appliquer au 1^{er} janvier 2026 :

Salle des fêtes si celle-ci venait à être utilisée

- personnes de la commune : 250 € - personnes hors commune : 500 €

- utilisation le lendemain : 100 € - concours de belote, réunion : 70 €

- chauffage (octobre à avril) : 70 €

- tarif associations communales : location gratuite pour la première utilisation, 150 € dès la deuxième utilisation

Le montant du chèque de caution est fixé à 500 €

- jardins familiaux : 20 €

- Préau rue du Granit : révisable au 1^{er} juillet en fonction de l'indice de référence des loyers

Délibération n° 2025-06-03 - Concessions cimetière

Après en avoir délibéré le conseil municipal fixe les tarifs des concessions cimetière pour l'année 2026 :

- Concessions trentenaires : 100 € - Concessions cinquantenaires : 140 €

- Caves-urnes : 30 ans : 700 € - Caves-urnes : 50 ans : 800 €

Délibération n°2025-06-04 -Taxe assainissement

Après en avoir délibéré, le conseil municipal fixe les tarifs de la redevance assainissement pour l'année 2026

1. 90 € du m3, - prime fixe annuelle : 45 €

Prime de raccordement au réseau assainissement: 1200 €

Délibération n° 2025-06-05 Redevance assainissement foyers utilisant un puits

Le conseil municipal maintient sa décision de recueillir la redevance assainissement auprès des foyers, propriétaires et locataires, utilisant leurs puits pour leurs besoins personnels et rejetant dans le réseau collectif d'assainissement.

Le conseil municipal fixe à 30 m³ par personne résidant au foyer, la redevance à collecter, à laquelle il faudra déduire la consommation d'eau N-1, multipliée par le tarif au m³ soit 1.90 €.

Pour les foyers qui ne feront pas fait l'objet de facturation de consommation d'eau, le tarif de la prime fixe annuelle s'appliquera, à savoir 45 €.

Délibération n° 2025-06-06

DELIBERATION SUR LA REPARTITION DES SIEGES COMMUNAUTAIRES EN 2026
--

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Communautaire que, dans la perspective des élections municipales de 2026, conformément à l'article L 5211- 6 -1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), une nouvelle composition du Conseil Communautaire de Couesnon Marches de Bretagne doit être définie et faire l'objet d'un arrêté Préfectoral.

Lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux, le nombre total de sièges que comptera l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), ainsi que ceux attribués à chaque commune membre, seront ainsi constatés par arrêté du Préfet **au plus tard le 31 octobre 2025**.

La répartition des sièges au sein du Conseil Communautaire se fonde donc sur les principes de l'article L 5211- 6 -1 du CGCT qui prévoit deux modes de répartition des sièges entre commune :

- **Une répartition de droit commun**
- ou
- **Une répartition relevant d'un « accord local entre communes ».**

Pour rappel, en application de la règle de répartition de droit commun, le Conseil Communautaire est aujourd'hui composé de 39 élus titulaires et de 5 élus suppléants.

L'article L5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit les règles suivantes en matière de répartition de droit commun :

- Un nombre de sièges en fonction de la strate de population (tableau ci - dessous)

POPULATION MUNICIPALE DE L'ÉTABLISSEMENT public de coopération intercommunale à fiscalité propre	NOMBRE de sièges
De moins de 3 500 habitants	16
De 3 500 à 4 999 habitants	18
De 5 000 à 9 999 habitants	22
De 10 000 à 19 999 habitants	26
De 20 000 à 29 999 habitants	30

- ce nombre peut être modifié dans les conditions suivantes :

1. Les sièges à pourvoir prévus au tableau du III sont répartis entre les communes à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
2. Les communes n'ayant pu bénéficier de la répartition de sièges prévue au 1° du présent IV se voient attribuer un siège, au-delà de l'effectif fixé par le tableau du III ;
3. Si, après application des modalités prévues aux 1° et 2° du présent IV, une commune obtient plus de la moitié des sièges de l'organe délibérant :
 - Seul un nombre de sièges portant le nombre total de ses conseillers communautaires à la moitié des sièges de l'organe délibérant, arrondie à l'entier inférieur, lui est finalement attribué ;
 - Les sièges qui, par application de l'alinéa précédent, se trouvent non attribués sont ensuite répartis entre les autres communes suivant la règle de la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 précitée ;
4. Si, par application des modalités prévues aux 1° à 3° du présent IV, le nombre de sièges attribués à une commune est supérieur à celui de ses conseillers municipaux, le nombre total de sièges au sein de l'organe délibérant est réduit à due concurrence du nombre de sièges nécessaire pour que, à l'issue d'une nouvelle application des 1° à 3° du présent IV, cette commune dispose d'un nombre total de sièges inférieur ou égal à celui de ses conseillers municipaux ;

Au regard de l'évolution de la population et en application de la règle de droit commun précitée, à l'issue du renouvellement municipal 2026, le

Conseil Communautaire sera composé de 35 sièges, répartis de la manière suivante :

Commune	population municipale		Répartition actuelle	Nouvelle répartition de droit commun 2026
	Nombre	%		
			titulaires	titulaires
MAEN ROCH	5 093,00	23,21%	7	8
VAL COUESNON	4 084,00	18,61%	6	7
LES PORTES DU COGLAIS	2 235,00	10,18%	4	3
SAINT GERMAIN EN COGLES	2 091,00	9,53%	3	3
BAZOUGES LA PEROUSE	1 865,00	8,50%	3	3
SAINT MARC LE BLANC	1 567,00	7,14%	3	2
SAINT HILAIRE DES LANDES	1 032,00	4,70%	2	1
SAINT REMY DU PLAIN	808,00	3,68%	2	1
CHAUVIGNE	807,00	3,68%	2	1
MARCILLE RAOUL	737,00	3,36%	2	1
LE CHATELLIER	427,00	1,95%	1	1
NOYAL SOUS BAZOUGES	382,00	1,74%	1	1
RIMOU	350,00	1,59%	1	1
ROMAZY	275,00	1,25%	1	1
LE TIERCENT	194,00	0,88%	1	1
Total	21 947,00	100,00%	39	35

NB : pour rappel, toutes les Communes disposant d'un seul siège de titulaire bénéficient d'un suppléant de droit.

Il est précisé que les populations prises en compte sont les populations authentifiées par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Il est possible de déroger à la répartition de droit commun des sièges dans le cadre d'un accord local.

Pour être applicable, l'accord local doit faire l'objet de délibérations adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les Communes membres de l'EPCI, recueillant la majorité qualifiée suivante :

- Au moins 2/3 au moins des conseils municipaux représentant 50% de la population totale

Ou

- au moins 50% au moins des conseils municipaux représentant 2/3 de la population totale.
A défaut d'accord local, la composition du conseil communautaire s'effectuera selon des règles dites « de droit commun ».

Outre les règles décisionnelles précitées, le nombre de sièges et leur répartition en fonction d'un accord local doivent respecter les modalités suivantes :

- Le nombre total de sièges répartis entre les communes ne peut excéder de plus de 25 % (maximum mais peut être inférieur) la répartition des sièges obtenus en fonction de la population (« règle du tableau ») à laquelle s'ajoutent les attributions forfaitaires d'un siège aux communes qui n'ont bénéficié d'aucun siège dans le cadre de la répartition proportionnelle.
- Les sièges sont répartis en fonction de la population municipale de chaque commune telle qu'elle est authentifiée par le plus récent décret (soit population municipale 2025) ;
- Chaque commune doit disposer d'au moins un siège ;
- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges ;
- respecter le principe de proportionnalité selon la « règle du tunnel » (80 %/120 %) : ainsi la représentation de chaque commune au sein du conseil communautaire ne peut être supérieure ou inférieure de plus de 20 % par rapport à son poids démographique dans une communauté de communes ou une communauté d'agglomération, hormis lorsque l'accord attribue un deuxième siège à une commune pour laquelle la répartition proportionnelle à la plus forte moyenne conduit à l'attribution d'un seul siège⁵, ou lorsque la répartition effectuée par l'accord maintient ou réduit l'écart des communes qui sont déjà hors du tunnel de représentation dans le cadre de la répartition de droit commun

Lors de sa réunion en date du 15 mai 2025, la majorité des membres du Bureau Communautaire a proposé un accord local ayant pour objectif qu'aucune commune ne « perde » de sièges par rapport à la composition actuelle du Conseil Communautaire.

La majorité des membres du Bureau Communautaire propose ainsi une composition du futur Conseil Communautaire à 43 sièges (soit + 25 % par rapport à la règle de droit commun qui prévoit un Conseil Communautaire composé de 35 sièges) avec la répartition suivante des sièges communautaires :

Composition du Conseil Communautaire

Commune	population municipale		Répartition actuelle	Nouvelle répartition de droit commun 2026	Proposition d'accord local 2026	
	Nombre	%			titulaires	titulaires
MAEN ROCH	5 093,00	23,21%	7	8	8	18,60%
VAL COUESNON	4 084,00	18,61%	6	7	7	16,28%
LES PORTES DU COGLAIS	2 235,00	10,18%	4	3	4	9,30%
SAINT GERMAIN EN COGLES	2 091,00	9,53%	3	3	4	9,30%
BAZOUGES LA PEROUSE	1 865,00	8,50%	3	3	4	9,30%
SAINT MARC LE BLANC	1 567,00	7,14%	3	2	3	6,98%
SAINT HILAIRE DES LANDES	1 032,00	4,70%	2	1	2	4,65%
SAINT REMY DU PLAIN	808,00	3,68%	2	1	2	4,65%
CHAUVIGNE	807,00	3,68%	2	1	2	4,65%
MARCILLE RAOUL	737,00	3,36%	2	1	2	4,65%
LE CHATELLIER	427,00	1,95%	1	1	1	2,33%
NOYAL SOUS BAZOUGES	382,00	1,74%	1	1	1	2,33%
RIMOU	350,00	1,59%	1	1	1	2,33%
ROMAZY	275,00	1,25%	1	1	1	2,33%
LE TIERCENT	194,00	0,88%	1	1	1	2,33%
Total	21 947,00	100,00%	39	35	43	100,00%

Monsieur le Maire propose de se prononcer sur l'accord local proposé.

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM)

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRé)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5210-1, L.5211-18, L.5211-45, L.5211-5, L.5214-26, L.5211-6-1 et L.5211-6-2

Vu les statuts de Couesnon Marches de Bretagne,

Vu l'avis favorable des membres du Bureau Communautaire en date du 15 mai 2025 portant sur une répartition dérogatoire à 43 sièges avec selon la répartition des sièges figurant dans l'avant dernière colonne du tableau ci-dessus,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

- approuve l'accord local proposé par le Bureau Communautaires lors de sa réunion du 15 mai 2025,
- approuve en conséquence la composition suivante « accord local » du Conseil Communautaire à compter du renouvellement des mandats municipaux en 2026 :

Composition du Conseil Communautaire	
Commune	Accord Local 2026
	titulaires
MAEN ROCH	8
VAL COUESNON	7
LES PORTES DU COGLAIS	4
SAINT GERMAIN EN COGLES	4
BAZOUGES LA PEROUSE	4
SAINT MARC LE BLANC	3
SAINT HILAIRE DES LANDES	2
SAINT REMY DU PLAIN	2
CHAUVIGNE	2
MARCILLE RAOUL	2
LE CHATELLIER	1
NOYAL SOUS BAZOUGES	1
RIMOU	1
ROMAZY	1
LE TIERCENT	1
Total	43

Délibération n°2025-06-07

DEVIS PRESTATION DIAGNOSTICS TPE LOGEMENTS COMMUNAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les diagnostics de performance énergétique réalisés en 2025 deviennent caduques.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée les différents devis parvenus en mairie.

	TARIF UNITAIRE	HT	TTC
BRETAGNE DIAGNOSTICS (St Jacques de la Lande)	82,50 €	577,50 €	693,00 €
MJ DIAGNOSTIC (Bazouges)	108,33 € - 83,33 € - 75 €	560,00 €	672,00 €
FE DIAG (Tremblay)	120 € et 90,00 €	729,00 €	729,00 €
PRIMODIAG (Fougères)	135,71 €	855,00 €	1 026,00 €
AGENDA DIAGNOSTICS (Vitré)	124,17 € - 135 € - 145,83 €	831,67 €	998,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal choisit à l'unanimité, l'entreprise MJ Diagnostics de Bazouges la Pérouse et valide le devis à 560.00 € HT soit 672.00 € TTC.

Délibération n° 2025-06-08

DEVIS ACQUISITION TABLES ET CHAISES FUTURE CANTINE

Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée que les travaux de la future cantine et la garderie sont en voie d'achèvement. Madame Elshout, adjointe aux affaires scolaires, fait état du mobilier de la cantine actuelle et propose à l'assemblée soit de transférer le mobilier de la dite cantine vers le nouvel espace de restauration, soit d'ajuster avec le même mobilier acquis précédemment, et présente la proposition de l'entreprise MAC Mobilier de Tinténiac. Après en avoir délibéré les élus décident à l'unanimité, d'acquérir dans un premier temps, 2 tables pour 4 personnes, et 8 chaises et charge Mme Elshout de contacter l'entreprise Mac Mobilier pour établir un nouveau devis.

Délibération n° 2025-06-09

DEVIS LABOCEA POUR ELABORATION DU RPQS 2025

Monsieur Le Maire présente à l'assemblée le devis du laboratoire public Labocéa qui propose de renouveler la prestation d'élaboration du Rapport sur le Prix et la Qualité de l'Eau (RPQS).
Le devis de la prestation d'élève à 409.03 € HT. Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte cette proposition.

Délibération n° 2025-06-10

PERSONNEL PERISCOLAIRE : PROPOSTION STAGIAIRISATION ET CDD AGENTS TERRITORIAUX

Madame ELSHOUT, adjointe aux affaire scolaires, informe l'assemblée que l'agent recruté sur le poste de surveillance garderie, ,cantine pour l'année scolaire 2024-2025, a décidé de ne pas renouveler son contrat. Une offre

d'emploi a été publiée, des entretiens ont eu lieu et une candidature a été retenue. Pour cet emploi Mme Elshout suggère à l'assemblée de proposer un contrat à durée déterminée d'un an avec le candidat. Le contrat débutera le 1^{er} septembre 2025 pour se terminer le 31 août 2026. A raison de 14/semaine soit une annualisation basée sur 11.16/35^{ème}. Indice brut 371 indice majoré 369.

Madame Elshout informe l'assemblée, que le second agent recruté en 2024, sur ce même poste, se voit proposer une stagiairisation par Couesnon Marches de Bretagne dans le cadre de son emploi au centre de loisirs. L'agent donne toute satisfaction dans ses fonctions, Madame Elshout propose donc à l'assemblée de suivre CMB et de stagiairiser l'agent à partir du 1^{er} septembre 2025 mais sur le grade d'adjoint technique territorial. Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide cette proposition.

Délibération n° 2025-06-11

COMPLEMENTAIRE SANTE AU 1 ^{ER} JANVIER 2026 : DELIBERATION SUITE A L'AVIS DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL
--

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 31 mars 2025, pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité,

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Le **risque santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Le **risque prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

La participation pour le risque prévoyance a été mise en place au 1^{er} janvier 2024.

La participation pour le risque santé sera obligatoire au 1^{er} janvier 2026 selon un minimum de 15 € brut mensuel. Ce montant pourrait être revu selon la clause de revoiture prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet 2023 relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.

La participation peut être accordée pour le risque santé. L'employeur peut opter, pour chacun des risques :

- soit pour la **labellisation**. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- soit pour la **convention de participation**, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique (définie par le décret précité et non soumis à la réglementation relative aux marchés publics), avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance. Cette consultation est réalisée :
 - o soit par l'employeur,
 - o soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Délibération n°2025-06-12

AVENANTS MARCHE REHABILITATION DE BIENS EN CENTRE BOURG A DESTINATION D'UNE CANTINE D'UNE GARDERIE ET DE 2 LOGEMENTS

Monsieur le Maire présente à l'assemblée les différents avenants liés au chantier de réhabilitation de biens en centre bourg

LOT	ARTISAN	AVENANT	MONTANT HT	TOTAL HT
LOT 13	QUARK BATIMENTS	4	-3 038.83 €	-3 646.60 €
LOT 7	ARMEN MENUISERIE	3	6 339.75 €	7 607.70 €
LOT 5	SARL COUPÉ	6	-4 032.00 €	-4 038.40 €
LOT 4	SARL DARRAS	6	-1 156.25 €	-1 387.50 €
LOT 12	QUARK BATIMENTS	2	-2 296.90 €	-2 756.28 €

Après en avoir délibéré le conseil municipal valide à l'unanimité les avenants présentés ci-dessus pour un montant total de +4 221.08 € HT.

Délibération n° 2025-06-13

DEMANDE DE SUBVENTION EQUIPEMENT DE CUISINE : MARCHE
REHABILITATION DE BIENS EN CENTRE BOURG

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cadre de l'aménagement de la future cantine, les équipements de cuisine peuvent faire l'objet d'une demande de subvention. Le conseil municipal après en avoir délibéré, charge Monsieur le Maire de solliciter le département dans le cadre du dispositif Ambitions Communes.

Délibération n° 2025-06-14

EFFACEMENT DES RESEAUX TELEPHONIQUES : CHOIX DU REGIME DE PROPRIETES DU GENIE CIVIL

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée que depuis 2019, à la suite d'un accord cadre signé par l'AMF35, Orange, Rennes Métropole et le SDE 35, les communes doivent choisir un régime final de propriété des ouvrages (fourreaux, chambres) pour toutes les opérations d'effacement des réseaux télécom avec au moins un appui commun. Ainsi il est proposé aux communes soit d'en garder la propriété, soit d'en laisser la propriété à Orange.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée les deux conventions :

- si la commune choisit de garder la propriété des réseaux (convention option A)
- si la commune choisit de laisser la propriété des réseaux à Orange (convention option B)

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, les élus décide de garder la propriété des réseaux et charge Monsieur le Maire de signer la convention.

Délibération n° 2025-06-15

REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ORANGE

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que le montant des redevances pour l'occupation du domaine public communal par des opérateurs de télécommunications est réévalué chaque année au 1^{er} janvier. Il propose aux membres du Conseil Municipal de délibérer pour cette redevance annuelle auprès d'Orange et présente le détail des tarifs appliqués dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Nombre	Tarifs 2025	Montant total en 2025	Montant 2024
Artère aérienne (km)	20,024	65.40 €	1309.64	1288.74
Artère sous-sol (km)	3,664	49.05 €	179.72	176.86
Emprise au sol (m2)	0	32.70 €	0	0
MONTANT DE LA RODP 2025			1489.36	1465.60

Les membres du Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVENT** les redevances pour l'occupation du domaine public communal, revalorisées chaque année au 1^{er} janvier, telles que définies ci-dessus,
- **AUTORISENT** Monsieur le Maire à émettre un titre de recette auprès d'ORANGE, pour un montant de 1489.36 € pour l'année 2025

QUESTIONS DIVERSES

Inauguration de la nouvelle cantine : la date retenue est le samedi 13 septembre après midi. Les élus décident de fixer l'horaire à 15h00. Des cartons d'invitation seront envoyés aux financeurs (Etat, Région, Département, CMB, maires, élus, associations...

Fête communale : la fête communale étant spéciale cette année (70 ans du comité des fêtes) le pot de départ se fera sur le site du château à 17h00.

Etude de revitalisation du centre bourg : réunion de présentation au conseil municipal lundi 30 juin, balade collective destinée aux habitants, mardi 1^{er} juillet

Ecole : fin des cours vendredi 4 juillet. Comme à l'accoutumée, un pique-nique aura lieu dans le jardin de la mairie, invitation agents, élus et bénévoles. Pour le départ de la directrice, les élus décident de lui offrir un bouquet ou plante...

Sanitaires école : prévoir de refaire la peinture dans les sanitaires de l'école côté place du Bon Accueil.

Prochain CM : le 28 août

S. BATAIS	J. BREZEL	E. CHEVALIER	A. COUDRAY
C. DUCHENE	V. ELSHOUT	T. FRETAY	M. GAZENGEL
J. HODOUIN	H. RAULT	S. SERVAIS	P. SOUCHU